

front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE N° 27 / 25 MAI 1972 / PRIX 0,50 F / CCP FRONT ROUGE 204-51 LYON / BP 47 LYON-PREFECTURE 69

CONTRE L'IMPERIALISME FRANÇAIS LE PEUPLE MALGACHE EST NOTRE FRERE DE COMBAT!



Depuis le début du mois de mai une nouvelle et puissante vague de lutte soulève le peuple de Madagascar. Au départ, une longue grève d'étudiants en médecine : parce qu'elle met en cause même localement, le caractère anti-national et anti-populaire de l'université, elle se heurte à l'intransigence, à la répression du gouvernement néo-colonial, et suscite bientôt la solidarité non seulement d'autres étudiants mais de l'ensemble de la jeunesse scolarisée : lycées, CET, CEG, non seulement dans la capitale mais dans tout le pays : "A bas l'impérialisme culturel" est son mot d'ordre de combat.

Dès lors, dans des meetings et des manifestations de masse, des milliers de travailleurs, en tant que parents, soutiennent le combat de la jeunesse scolaire (4 mai), protestent contre le premier assassinat de la police (6 mai). C'est l'ensemble des travailleurs qui, se mobilisant progressivement, deviennent la force principale du mouvement. Efrayé, le gouvernement fantoche, le 13 mai, essaie de décapiter le mouvement étudiant (déportation de dirigeants étudiants) et d'écraser dans le sang le mouvement populaire. La police tire sur les manifestants : des dizaines de tués, des blessés par centaines.

Mais la répression renforce la détermination du mouvement : toute l'après midi le peuple en colère, en particulier la masse des chômeurs des faubourgs de Tananarive, manifeste, et s'attaque aux symboles de l'oppression coloniale : voitures, immeubles officiels, banques, supermarchés et la Radio, l'Hôtel de Ville, le journal néocolonial "le Courrier de Madagascar", seront incendiés.

A partir du 15 mai, chaque jour, par dizaines de milliers, le peuple descend dans la rue, exige la démission de Tsiranana et de son gouvernement, réclame la satisfaction de ses revendications : relèvement des salaires, libertés démocratiques et syndicales, et surtout dénonce les accords derrière lesquels la bourgeoisie se cache pour maintenir son exploitation : "accords de coopération = accords d'esclavage".

Tsiranana, devant l'échec de sa première tentative de répression, a été contraint de reculer (retour des étudiants déportés le 16 mai, dissolution du gouvernement le 18), de ruser, de proposer la négociation... Mais en même temps il a donné les pleins pouvoirs à l'armée fantoche et à son chef le général Ramanantsoa. La lutte des masses populaires contre le pouvoir néocolonial est donc loin d'être réglée.

La presse bourgeoise réduit ce mouvement impétueux à une simple "crise des universités" ou bien à une simple remise en cause du "pouvoir personnel" de Tsiranana. L'Humanité révisionniste ne dit pas autre chose : "c'est en fait une crise de régime" (15 mai).

Or, quel est l'ennemi principal du peuple malgache ? Contre qui se dresse-t-il en fait ?

— à Madagascar, depuis la colonisation, le capital français accapare les meilleures terres (plantations de café, sisal, coton), et les ressources forestières. Il provoque des famines (dans le sud en novembre 70), et réduit les paysans à la misère, à l'exode vers les faubourgs des villes, les transforme en une masse de chômeurs.

— à Madagascar, les monopoles comme Citroën, Berliet, contrôlent l'essentiel de l'industrie, les trusts comme Péchiney (chrome) et Penarroya (nickel) s'approprient les mines, et surexploitent les ouvriers malgaches : ils touchent l'équivalent de 140 F à 220 F par mois.

— à Madagascar, le capital français monopolise (à raison de plus de 70%) le commerce extérieur : imposant les prix les plus bas quand il achète les produits du pays, les plus élevés quand il vend ceux de la métropole.

— à Madagascar, la bourgeoisie française installée aux postes clefs sous le couvert de "la coopération technique", gère directement l'économie : dirigeant la banque centrale de Madagascar elle décide des investissements. Elle impose "l'aide financière" qui est en fait une usure féroce. Le flux des capitaux français rapatriés est toujours très supérieur à celui qui y rentre. Près de 50 000 français, au titre de coopérateurs techniques, de conseillers ou à titre privé sont, là-bas, luxueusement entretenus pour organiser et perpétuer ce système d'exploitation.

— à Madagascar, la bourgeoisie française a mis en place, de l'université à l'école de village, un système d'enseignement directement rattaché à son ministre de l'éducation nationale. Elle cherche ainsi d'une part à imposer la langue et la culture bourgeoise française comme "supérieure", à détruire la culture nationale, d'autre part, à fabriquer des cadres malgaches étroitement asservis, idéologiquement, culturellement et techniquement, à l'impérialisme français.

(suite page 2)

Les retombées du référendum continuent de provoquer divers remous dans les partis bourgeois. L'objectif du gouvernement n'a pas été atteint : la classe ouvrière n'a pas cautionné l'orientation politique fixée par la bourgeoisie. La première conséquence, c'est l'accroissement des divergences au sein de la majorité. Le gouvernement se débarrasse de ceux des ministres, députés, administrateurs, dont la corruption éclate au grand jour. Les giscardiens font pression sur l'UDR en redoublant de démagogie à l'égard des artisans-commerçants. Il s'agit à la fois d'assurer la victoire de la majorité gouvernementale en 73, mais aussi de redistribuer les cartes dans le futur gouvernement.

Face à cette situation, Marchais est de plus en plus persuadé que le pouvoir est à prendre, que la bourgeoisie a besoin d'une équipe de rechange. Mais auparavant, les révisionnistes doivent tenter de résoudre les contradictions qui les opposent à la classe ouvrière.

Le Comité Central du P"C" F a siégé 2 jours pour analyser les résultats du référendum. Le ton, les commentaires sont beaucoup plus réservés qu'au lendemain du vote, il n'est plus question de "victoire du non" mais simplement du "bon résultat obtenu par le non". Le rapport de Plissonnier est encore plus net : "on constate dans certains cas une diminution de nos suffrages, essentiellement là où le parti a une

Serait-ce une remise en cause de la ligne suivie jusqu'à aujourd'hui ?

Absolument pas ! La ligne, c'est toujours l'"Union populaire" : "le rassemblement de toutes les couches sociales non monopolistes dans la lutte contre le pouvoir et pour un régime nouveau de démocratie économique et politique, frayant le chemin au socialisme" (Plissonnier). La ligne, c'est toujours celle de la lutte des intérêts de la classe ouvrière, il n'est pas question de la lutte contre les cadences, le chômage.

En effet, pendant que Marchais verse une larme sur les plus exploités, la CGT n'organise que des mouvements à l'EDF, chez les cheminots, aux PTT, où les travailleurs sont loin d'être les plus exploités. Pas question pour les révisionnistes de soutenir les luttes telles que celles de la Penarroya, de Paris ou du Joint Français, mais seulement peut-être d'éviter de les condamner trop rapidement et trop ouvertement, comme ils l'ont fait.

L'intérêt soudain que portent les révisionnistes aux exploités est strictement démagogique et électoral : "Ceux-ci (les plus exploités) peuvent se laisser aller au découragement et à la résignation. D'ailleurs, certains ne se sont pas inscrits sur les listes électorales ou ne vont pas voter. Nous avons à leur montrer le chemin de la lutte." (Plissonnier) La solution du chômage, des cadences insupportables, c'est le bulletin de vote !

le Comité Central du P"C" F plan démagogique pour récupérer des voix ouvrières

forte influence : municipalités à direction communiste, départements où il recueille beaucoup de voix, grandes villes". En somme dans les concentrations ouvrières ! C'est bien un constat d'échec.

Une fraction sans cesse plus large de la classe ouvrière ne se sent pas concernée par les perspectives que lui offrent les révisionnistes. Les travailleurs les plus exploités peuvent juger concrètement les soi-disants communistes dans les usines, leur comportement dans les luttes. Ceux qui vivent dans une municipalité "communiste" ont encore des occasions supplémentaires de se heurter à la véritable nature du P"C" F. La classe ouvrière qui s'est désintéressée du référendum mis sur pied par la bourgeoisie, a de toutes autres préoccupations : le chômage, la baisse du salaire réel, les cadences, les accidents du travail sans cesse plus nombreux. Toutes ces préoccupations ne sont pas celles du P"C" F, Plissonnier le confirme implicitement : "il faut s'orienter résolument à la fois vers la défense de la classe ouvrière et de tous les salariés à partir de ce qui leur est sensible. Il est urgent d'être surtout beaucoup plus préoccupé de ce qui intéresse les défavorisés, les travailleurs les plus exploités". Marchais y va de sa surenchère : "cadences véritablement insupportables, des millions et des millions de Français sont dans la misère, le chômage..." Propos surprenants dans la bouche de Marchais !

La démagogie à l'égard des couches les plus exploitées de la classe ouvrière s'accompagne d'une "fermeté" accrue envers Mitterand accusé de vouloir recueillir une troisième force. Marchais réaffirme solennellement qu'il n'est pas question que le P"C" F gère les affaires du Grand capital. Le P"C" F veut l'union mais "ce n'est pas pour conquérir à tous prix quelques postes ministériels dans un gouvernement quelconque." L'union doit se faire sur les "principes" : répondre aux besoins pressants et aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière. "Toute autre conception de l'union ne relève pas du souci de servir la classe ouvrière et le peuple, mais de l'opportunisme le plus plat, voire du maquignonnage électoraliste". Langage inhabituel de la part de Marchais. C'est que les révisionnistes craignent, comme en 56 dans le "Front Républicain", comme en 67, 68 avec la FGDS, de ne pas avoir le rôle dirigeant de cette union de la gauche, d'avoir une faible part des sinécures ministérielles : c'est cette "position de principe" qui leur fait condamner l'alliance de Servan Schreiber avec Mitterand. Mais surtout, avec ces déclarations "pures et dures", ils tentent de reconquérir les voix des ouvriers qui se détournent de lui. Reste à convaincre les ouvriers ! Et ce ne sera pas facile. La classe ouvrière démasquera ces manœuvres des politiciens bourgeois et révisionnistes.

madagascar suite de la page 1

— à Madagascar, la bourgeoisie française a créé, formé et dirigé directement les forces de répression : des centaines d'officiers français encadrent l'armée, la gendarmerie et la police malgache. C'est un général français, BOCCINO, qui est le chef d'état major de Tsiranana. LA BOURGEOISIE FRANCAISE EST DONC DIRECTEMENT RESPONSABLE DES MASCRES DU 13 MAI A TANANARIVE ET DANS D'AUTRES VILLES.

— 2500 paras aux portes de Tananarive, avec leurs avions de combat, 2500 légionnaires et fusiliers marins à Diégo-Suarez et leurs navires de guerre, menaçant en permanence 8 millions de Malgaches.

L'impérialisme français a fait de Madagascar une des principales bases de son système d'agression en Afrique, directement reliée aux troupes coloniales d'intervention stationnées en métropole, pour intimider les peuples colonisés voisins des Comores et de la Réunion, pour surveiller la route du pétrole arabe, pour organiser le soutien aux racistes d'Afrique du Sud et aux colonialistes portugais (Mozambique), pour disputer aux impérialistes US et Britanniques ainsi qu'au social-impérialisme soviétique la domination de l'océan indien. C'est Bigeard, bourreau du peuple algérien, qui dirige ces forces coloniales de son QG contigu au palais présidentiel.

de 1947 à 1972

le P "C" F contre le peuple malgache

En 45, alors que des ministres du P. "C" F. siègent au gouvernement, la ligne révisionniste de Thorez prône l'"Union Française", replatrage de l'Empire colonial. "Il ne fait de doute pour personne que les colonies françaises sont incapables d'acquiescer politiquement et par conséquent indépendantes". (Lozery. Cahiers du Communisme. Avril 45).

Les colonialistes et les missionnaires ne disent pas autre chose : "Aidons les peuples primitifs à se civiliser !"

En mars 47, le peuple malgache déclenche une insurrection armée contre le colonialisme français. La répression est sanglante : 90 000 morts. Et c'est le révisionniste Billoux qui est alors ministre de la Défense. La direction révisionniste du P. "C" F., à part quelques protestations humanitaires, laisse faire et colomme, en fait, la lutte héroïque du peuple malgache : "Depuis des mois on n'a cessé par une répression stupide, de favoriser les ténébreuses manœuvres d'éléments troubles, agents de puissances étrangères... Il est chaque jour plus clair... qu'il ne faudrait sans doute pas chercher longtemps pour trouver parmi les auxiliaires du complot des individus directement liés à l'Intelligence Service, agents de Sa Majesté le Roi d'Angleterre". (R. Barbé. Cahiers du Communisme. Mai 1947)

Aujourd'hui, alors qu'à Madagascar, la lutte de libération se développe, pour le P. "C" F. il s'agit avant tout de cacher au prolétariat de France quel est le principal ennemi du peuple malgache : l'impérialisme français qui se nourrit à la fois du sang de la classe ouvrière en France et du sang des peuples opprimés. Nulle part, l'Humanité ne dénonce l'asservissement néocolonial de Madagascar par l'impérialisme français. Les révisionnistes présentent "la grande île" comme un pays indépendant politiquement. Le seul responsable de la crise, ce serait un homme, Tsiranana : "La crise politique s'aggrave. Elle a pour toile de fond et pour raison profonde la politique personnelle du président Tsiranana" (15 mai). Au

Ainsi, Tsiranana et la poignée de hauts fonctionnaires (bureaucrates et militaires), de gros trafiquants (compradores) et de féodaux grands propriétaires fonciers au pouvoir ne sont que des larbins mis en place et achetés par l'impérialisme français pour faire croire à l'indépendance politique et renforcer l'exploitation du peuple.

Quand les ouvriers de Tananarive, les dockers de Tananarive exigent le relèvement immédiat des salaires, quand les chômeurs des faubourgs incendient les bâtiments administratifs, quand les paysans du sud, comme en mars 71, assiègent et attaquent, les armes à la main, les autorités fantoches, protestant contre l'accaparement des terres, contre l'impôt écrasant, contre la famine, quand la jeunesse des écoles crie : "A bas l'impérialisme culturel", ils s'attaquent à la bourgeoisie française, à l'exploitation et l'oppression impérialiste.

Le peuple Malgache en lutte pour sa libération nationale est un allié direct de la classe ouvrière de France en lutte pour la révolution prolétarienne. C'est la même bourgeoisie française qui organise l'exploitation des peuples des colonies et néocolonies et l'exploitation du prolétariat en France.

Depuis 67-68, le réveil du prolétariat en métropole et une nouvelle vague de luttes dans les colonies et néocolonies (Antilles, Sénégal, Tchad, Madagascar) portent des coups sévères à l'impérialisme français. Mais, pour le

fond, si Tsiranana était moins autoritaire, plus compréhensif, tout irait bien ! Certes, pour conserver un masque progressiste, le P. "C" F. signale certains aspects du néo-colonialisme. Mais il les présente comme des faits isolés, des excès que la bourgeoisie pourrait éviter et en aucun cas, il ne montre que ces crimes font partie intégrante de tout un système d'exploitation et de répression.

Ainsi, le P. "C" F. ne remet pas en cause l'existence même des bases néocoloniales mais seulement leur emploi. Il s'émue de l'éventualité que "des soldats français soient amenés à participer à la répression". Comme si les officiers qui encadrent l'armée et la police fantoches n'étaient pas déjà directement responsables des massacres du 13 mai. Et il ne propose pas d'autre moyen pour s'opposer à l'intervention, que d'adresser des requêtes à la bourgeoisie. Il n'est pas question de mobiliser la classe ouvrière en France pour se solidariser avec le peuple malgache et attaquer leur ennemi commun. Et lorsque Pompidou, obligé de jouer serré, déclare qu'il n'entendrait pas (pour le moment !), l'Huma, au lieu de mettre à nu sa tactique néocoloniale, s'estime satisfaite.

De même, s'agit-il de dénoncer l'expression culturelle française ? Bien au contraire : les révisionnistes, bien loin d'expliquer que la colonisation française a stoppé net le développement de l'enseignement supérieur malgache (en place dès le début du 19^e s.) affirment que la création d'une université française "était un bien" (Huma 15 mai). En clair, le colonialisme a du bon ; il n'y aurait besoin, au fond, à Madagascar, que de simples réformes universitaires et Tsiranana, par manque de clairvoyance, n'aurait pas su les promouvoir à temps.

Pourquoi les révisionnistes enjolivent-ils et en définitive défendent l'impérialisme français ? C'est qu'ils sont devenus aujourd'hui les représentants des couches achetées au moyen des surprofits coloniaux, qui désirent donc la survie de l'impérialisme. De main, s'ils accèdent au gouvernement,

moment, même s'il est obligé pour préserver sa façade néocoloniale d'utiliser avec beaucoup de ruse et d'hypocrisie son appareil de violence, l'impérialisme français dispose encore dans ses chasses gardées d'une importante marge de manœuvre : à Madagascar, tout en dirigeant la répression par fantoche interposé, il se sent en mesure de mettre en place une équipe de rechange avec à sa tête le général Ramantsoa, grand ami de Bigeard. C'est pourquoi la lutte du peuple malgache sera une lutte prolongée. C'est pourquoi en France le soutien au peuple malgache doit mobiliser en priorité la masse du prolétariat exploité en métropole même par l'impérialisme français, doit se placer dans la perspective du renversement par le prolétariat en armes de la bourgeoisie française.

Le 21 mai.

A BAS L'IMPERIALISME FRANCAIS
A BAS LES ACCORDS DE COOPERATION
TROUPES FRANCAISES ET ETRANGERES HORS DE MADAGASCAR
PAS UN SEUL MALGACHE EXPULSE DE FRANCE
LIBERTE POUR MONJA JAONA ET LES PATRIOTES EMPRISONNES
LE PEUPLE MALGACHE VAINCRA
ORGANISONS LA SOLIDARITE DE COMBAT DU PROLETARIAT EN FRANCE AVEC LE PEUPLE MALGACHE.

ils comptent bien gérer avec zèle les intérêts de l'impérialisme français. Ainsi, dans leur programme de gouvernement, ils déclarent : "le gouvernement démocratique établit avec nous les états en voie de développement dans le monde, particulièrement avec ceux de l'ancien empire colonial français... des rapports de coopération..." (p. 227). C'est-à-dire qu'ils comptent maintenir et même élargir les chasses gardées de l'impérialisme français.

Plus loin : "le nouveau gouvernement proposera l'ouverture de négociations à tous les états désirant voir réviser les accords de coopération en vigueur, en vue de définir en commun des formes nouvelles de coopération bilatérale au plan politique, économique et culturel" (p. 288). Que sont ces accords de coopération ? Le peuple malgache qui les combat avec tant de force et de haine en ce moment, le sait bien : ce sont des accords qui officialisent l'esclavage néo-colonial. Le P. "C" F. a-t-il l'intention de les supprimer ? Absolument pas. Il s'agit de les réviser, et cette révision, lorsqu'on l'analyse, va dans le sens du renforcement de l'exploitation des peuples. Par exemple, le "gouvernement démocratique" accroîtra l'exportation des capitaux d'état, caractéristique du néo-colonialisme : "Il augmentera l'aide publique française au développement des jeunes états indépendants... Il se prononcera pour l'augmentation des crédits du Fonds Européen de Développement" aux pays africains. Ainsi, les révisionnistes du P. "C" F. dévoilent leur visage hideux : ils aspirent à suivre les traces de leur modèle, la nouvelle bourgeoisie soviétique, les Khrouchtchev, les Brejnev et consorts, socialistes en parole, impérialistes dans les faits. Ils se portent candidats pour mettre en œuvre un social-impérialisme à la française. Le peuple malgache et les autres peuples opprimés ainsi que le prolétariat de France se chargeront de réduire à néant les projets de ces larbins de l'impérialisme français.

LE COLIS DU MILITANT

- Comité Central du Parti Communiste d'Indonésie (1965).
- Les brochures Editées par Front Rouge : "Gare à la revanche, la Commune vaincra".
- Contre le spontanéisme.
- Un abonnement de 3 mois à Front Rouge à prendre pour vous ou pour un de vos amis (indiquer alors le nom et l'adresse).
- Une collection complète de Front Rouge depuis le n° 8 (indiquer que les numéros que vous désirez).
- Au cas où vous seriez déjà abonné et voudriez les brochures éditées par Front Rouge, nous vous enverrions en échange 2 livres de Staline.
- "L'homme le capital le plus précieux", suivi de "pour une formation bolchévique".
- "Le marxisme et la question nationale".
- Célébrons le 50^e Anniversaire du Parti Communiste Chinois.
- Brève histoire du Parti des Travailleurs du Vietnam.
- Brochures éditées par FRONT ROUGE :
- Gare à la revanche, la commune vaincra.
- Contre le Spontanéisme.
- Une collection des numéros parus depuis le n° 8 (indiquer que les numéros que vous voulez).
- Et un abonnement à FRONT ROUGE pour 3 mois, soit pour vous-même, soit pour un tiers (indiquer l'adresse).
- Au cas où vous seriez abonné, vous ou vos amis, nous vous enverrions en échange le "Cœur des fermages", reproduction de statuettes révolutionnaires chinoises.

amiens échec à l'expulsion d'un travailleur immigré



L'ACTION DU COMITE DE SOUTIEN

Son travail consista à mobiliser l'opinion contre cette "injustice", à informer, à sensibiliser. Cela sera fait avec dynamisme et enthousiasme au cours d'un grand nombre d'actions : meeting regroupant 200 personnes, intervention de 150 personnes contre les informations tronquées de l'O.R.T.F. régionale, se soldant par l'interruption du journal télévisé en direct. Propagande intensive en français, arabe, portugais, avec panneaux, tracts, affiches, théâtres de marionnettes sur les marchés et dans les foyers d'immigrés. Toutes ces actions ont indiscutablement contribué de façon décisive à la mobilisation des masses. Elles constituent l'aspect positif du comité de soutien.

Le 21 mai. L'ACTION DU COMITE DE SOUTIEN. Son travail consista à mobiliser l'opinion contre cette "injustice", à informer, à sensibiliser. Cela sera fait avec dynamisme et enthousiasme au cours d'un grand nombre d'actions : meeting regroupant 200 personnes, intervention de 150 personnes contre les informations tronquées de l'O.R.T.F. régionale, se soldant par l'interruption du journal télévisé en direct. Propagande intensive en français, arabe, portugais, avec panneaux, tracts, affiches, théâtres de marionnettes sur les marchés et dans les foyers d'immigrés. Toutes ces actions ont indiscutablement contribué de façon décisive à la mobilisation des masses. Elles constituent l'aspect positif du comité de soutien.

Le 21 mai. L'ACTION DU COMITE DE SOUTIEN. Son travail consista à mobiliser l'opinion contre cette "injustice", à informer, à sensibiliser. Cela sera fait avec dynamisme et enthousiasme au cours d'un grand nombre d'actions : meeting regroupant 200 personnes, intervention de 150 personnes contre les informations tronquées de l'O.R.T.F. régionale, se soldant par l'interruption du journal télévisé en direct. Propagande intensive en français, arabe, portugais, avec panneaux, tracts, affiches, théâtres de marionnettes sur les marchés et dans les foyers d'immigrés. Toutes ces actions ont indiscutablement contribué de façon décisive à la mobilisation des masses. Elles constituent l'aspect positif du comité de soutien.

procès breleur procès du colonialisme français

Jeudi 18 mai, la justice coloniale française a prétendu juger à Paris, le jeune patriote martiniquais Florent Breleur, parce qu'il participe à la lutte de son peuple pour l'indépendance.

Les anti-impérialistes conséquents ont transformés ce procès en procès du colonialisme français. Les organisations antillo-guyanaises d'étudiants et de travailleurs (A.G.E.M., A.G.E.G., A.G.T.A.G. et U.E.G.) ont impulsé, le 15 mai, un meeting militant de dénonciation de l'impérialisme français. Le 17, à l'appel de différentes organisations et de FRONT ROUGE, pendant plus de 20 minutes, un fort groupe d'ouvriers et d'étudiants antillais, guyanais et français, brandissant des drapeaux rouges, ont manifesté avec détermination, dans un quartier populaire du 11^e. Ils ont crié de justes mots d'ordres : "Martinique, Guyane, Guadeloupe, Réunion indépendante !", "A bas l'impérialisme français !", "Acquittez Florent Breleur !". Les travailleurs, notamment les immigrés ont exprimé leur soutien à l'égard des manifestants, et ont bien accueilli leurs tracts.

Le 18, les marxistes-léninistes et les autres anti-impérialistes ont mené, sur leur lieu de travail militant, une campagne d'explication.

Quant aux dirigeants trotskistes, à cette occasion, ils se sont démasqués comme des saboteurs de la lutte contre l'impérialisme français : après avoir refusé de participer à la manif (clandestine, donc "trop restreinte"), ils ont réclamé à grands cris un "meeting unitaire". Ont-ils mobilisé leurs militants pour ce meeting ? Pas du tout. Seuls les orateurs trotskistes sont venus pour rabacher l'appel aux "forces ouvrières et démocratiques" - c'est à-dire au P.C. et au P.S., meilleurs agents de l'impérialisme français au sein de la classe ouvrière !



Correspondant Paris

social : 800 personnes dont de nombreux travailleurs immigrés. Le thème principal en fut : "Français, immigrés tous unis". Son succès bien plus que la grève de la faim du curé de Sénarpont, inquiéta les réactionnaires, qui se bouculèrent alors pour récupérer le mouvement de masse. Le P. "C" F., s'illustrant dans cette tentative, après avoir refusé d'agir pour Sadok, dépêcha ses élus pour protester à la préfecture contre l'injustice flagrante... après la manifestation.

Le 21 mai. L'ACTION DU COMITE DE SOUTIEN. Son travail consista à mobiliser l'opinion contre cette "injustice", à informer, à sensibiliser. Cela sera fait avec dynamisme et enthousiasme au cours d'un grand nombre d'actions : meeting regroupant 200 personnes, intervention de 150 personnes contre les informations tronquées de l'O.R.T.F. régionale, se soldant par l'interruption du journal télévisé en direct. Propagande intensive en français, arabe, portugais, avec panneaux, tracts, affiches, théâtres de marionnettes sur les marchés et dans les foyers d'immigrés. Toutes ces actions ont indiscutablement contribué de façon décisive à la mobilisation des masses. Elles constituent l'aspect positif du comité de soutien.

Le 21 mai. L'ACTION DU COMITE DE SOUTIEN. Son travail consista à mobiliser l'opinion contre cette "injustice", à informer, à sensibiliser. Cela sera fait avec dynamisme et enthousiasme au cours d'un grand nombre d'actions : meeting regroupant 200 personnes, intervention de 150 personnes contre les informations tronquées de l'O.R.T.F. régionale, se soldant par l'interruption du journal télévisé en direct. Propagande intensive en français, arabe, portugais, avec panneaux, tracts, affiches, théâtres de marionnettes sur les marchés et dans les foyers d'immigrés. Toutes ces actions ont indiscutablement contribué de façon décisive à la mobilisation des masses. Elles constituent l'aspect positif du comité de soutien.

LA BOURGEOISIE CEDE POUR CONCLURE L'AFFAIRE

A ce moment de la lutte, la bourgeoisie décide de céder en vue de tenter de protéger l'essentiel : ne pas dévoiler sa nature impérialiste. En effet quelques jours après la manifestation, alors qu'une partie du comité de soutien décide de durcir l'action (occupation de l'O.N.I. et de la préfecture), le député U.D.R. Bignon fait savoir par la presse qu'il a "personnellement obtenu en accord avec le préfet une décision conjointe de M. le ministre du travail et de M. le ministre de l'intérieur qui permettra à Sadok d'être expulsé et de travailler en France pour une période de 3 ans", et qu'il a fallu pour cela consi-

der que "cette famille ne devait pas être le jouet d'actions politiques qui ne pourraient que lui faire le plus grand tort". C'est clair : la bourgeoisie cède pour éviter que l'affaire ne prenne une tournure politique ; elle tente aussi, mais là, la manœuvre est grossière, de faire croire que si Sadok a obtenu satisfaction, c'est grâce à un don généreux du préfet, du député U.D.R., ou à une demande des élus du P. "C" F., et non parce que près d'un millier de personnes sont descendues dans la rue.

Participant aux initiatives justes du comité de soutien, ils développeront principalement une propagande politique autonome et ouverte dans la classe ouvrière et à la manif, montrant que le cas Sadok n'était pas une simple injustice, ni un cas particulier, mais le produit du système d'exploitation coloniale et impérialiste de notre bourgeoisie.

LA MANIFESTATION DU 26 AVRIL

Cette manifestation fut un succès, essentiellement par sa composition

viêt nam 30 années de victoire en victoire

Le peuple vietnamien a une longue expérience de lutte anti-impérialiste, anti-féodale et démocratique. Au cours de son histoire récente, il a tenu en échec plusieurs impérialismes. Son premier agresseur fut l'impérialisme français.

LA REVOLUTION D'AOUT ET LA PREMIERE RESISTANCE

Le 2^e guerre mondiale a créé une situation nouvelle. En 1939 le Vietnam alors colonisé par l'impérialisme français passe sous la domination des fascistes Japonais. La 2^e guerre mondiale marque un affaiblissement du système impérialiste à l'échelle mondiale : la défaite provisoire des impérialistes Japonais, Allemands et Italiens, la faiblesse des impérialismes français et britannique ; seul l'impérialisme US tire son épingle du jeu et renforce sa position dominante. Les peuples du monde restent à profit cette situation pour donner un nouvel essor à la guerre de libération nationale (Algérie, Madagascar, Indochine...). Aux premiers rangs, le peuple vietnamien : après un patient travail de préparation de 39 à 45, le parti communiste Indochinois se saisit du moment propice pour lancer l'insurrection générale : c'est la révolution d'août, soulèvement du peuple tout entier qui aboutit à la création de la République Démocratique du Vietnam, présidée par Ho-Chi-Minh. Le peuple vietnamien sans avoir eu le temps de consolider le pouvoir populaire, se trouve rapidement confronté de nouveau à l'impérialisme français qui prend directement la relève des fascistes japonais. Les forces populaires entament la première guerre de résistance qui durera près de 8 ans. Dès 1945, se profile derrière l'impérialisme français, qui n'a plus la puissance nécessaire pour mener à lui tout seul une nouvelle guerre d'agression, l'ombre du "protecteur américain". La déroute française s'accroissant, "l'aide américaine" ira en augmentant : à partir de 1950, sous couvert d'un "accord d'aide mutuelle" les USA financent le corps expéditionnaire français (jusqu'à 90 000 hommes en 1954) et envoient les premiers "conseillers militaires". Dans les années 53-54, l'échec de l'impérialisme français est évident pour tout le monde : l'impérialisme US change alors de tactique et plutôt que

de continuer à combattre par corps expéditionnaire français interposé, il se prépare à prendre directement l'affaire en mains. La chute de l'énorme camp retranché de DIEN BIEN PHU (16 000 hommes) le 7-5-54 consacre la défaite de l'impérialisme français et le conduit directement à la signature des accords de Genève en juillet 54. LES ACCORDS DE GENÈVE. Ils reconnaissent l'indépendance, la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale du Vietnam, créent une ligne de démarcation militaire provisoire de part et d'autre du 17^e parallèle. Les troupes françaises doivent se regrouper au sud de cette ligne "qui n'est en aucun cas une limite politique ou territoriale" (article 6). Ils interdisent toute alliance militaire, introduction de matériel de guerre, de troupes, toute installation de bases au Vietnam. Ils prévoient enfin pour 1956, des élections générales pour la réunification du pays. Ces accords sont la concrétisation, sur le papier, d'un rapport de forces. L'impérialisme français en Indochine était à bout de forces, mais l'impérialisme US prêt à prendre la relève : le Viet Minh ne pouvait donc pas envisager, dans l'imédiat, la victoire totale qui est proche aujourd'hui. Grâce à Dien Bien Phu, il a imposé à l'impérialisme français la reconnaissance de l'unité et de l'indépendance du Vietnam, le retrait des troupes d'agression au nord. Mais à partir de ce rapport de force, le Viet Minh poursuit activement les préparatifs de la libération complète du territoire : éducation du socialisme au nord, maintien dans le sud des cadres, retour des combattants des forces populaires, regroupés au nord, dans leurs villages d'origine au sud.

Les USA n'ont pas signé ces accords, mais ils ont fait semblant de les approuver, pour peu de temps après les avoir chiffonnés sans vergogne. Les garanties internationales, la signature de l'URSS et de la Chine au bas des accords n'ont rien changé. C'est pourquoi aujourd'hui, tous les communistes Chinois refusent toute solution dans laquelle ils serviraient de caution internationale à la fourberie des impérialistes. LA DEUXIEME RESISTANCE. Les visées impérialistes US ont pour but de faire du Sud-Vietnam une

viêt nam 30 années de victoire en victoire. Le peuple vietnamien a une longue expérience de lutte anti-impérialiste, anti-féodale et démocratique. Au cours de son histoire récente, il a tenu en échec plusieurs impérialismes. Son premier agresseur fut l'impérialisme français.

lyon : malgré les trotskistes parasites des révisionnistes manifestation de soutien au peuple vietnamien

Ils dévoilent alors que, pour eux, soutenir la lutte du peuple vietnamien, c'est le faire "à la révisionniste", par un défilé de protestation contre l'escalade de l'agression US. C'est-à-dire non seulement cacher, mais s'opposer à ce que soit montré le nouveau rapport de force à l'échelle mondiale imposé par la guerre révolutionnaire des peuples d'Indochine et définitivement favorable à la révolution. C'est-à-dire, tenter de faire avaler le mot d'ordre trompeur et imposteur établi sur une de leurs banderoles "La solidarité internationale brisera le blocus de Nixon". Avancer un tel mot d'ordre, c'est pasticher le mot d'ordre révisionniste "Seul l'appui de l'URSS et de l'opinion publique mondiale brisera le blocus"; c'est ainsi nier que c'est la lutte armée sur le terrain qui sera décisive pour abattre l'impérialisme.

Leur manœuvre n'ont pas pu briser nos rangs ni amoindrir notre détermination. Nous avons riposté à leurs provocations et continué à crier et imposer nos mots d'ordre qui traçaient une nette ligne de démarcation. Les marxistes-léninistes doivent sans relâche lutter contre les trotskystes qui, pour grossir leurs rangs et accomplir leur tâche contre-révolutionnaire essayent d'attirer dans leurs rangs des jeunes égarés par le pacifisme de l'URSS amalgamé à leurs mots d'ordre de trahison des mots d'ordre plus combattants criés du bout des lèvres tels que "Vive le peuple en armes !". Cette pratique d'imposteur leur permet de tromper un nombre encore grand de jeunes et de prétendre à la direction du mouvement anti-impérialiste. Nous devons empêcher une telle opération usurpatrice ! Balayons tout libéralisme à l'égard des trotskystes ! Démasquons les aux yeux des masses à chaque occasion et particulièrement en intervenant activement dans des manifestations de ce genre ! C'est par la lutte contre le révisionnisme et son appendice trotskyste que la lutte anti-impérialiste atteindra sa cible !

Le 15 mai, les communistes marxistes-léninistes de Front Rouge ont participé à une manifestation unitaire de solidarité aux peuples indochinois. C'est sans faire aucune compromission avec les organisations social-démocrates (PSU, CFDT) et trotskystes (Ligue) que nous avons mobilisé, mais sur la base de notre soutien aux luttes de libération nationale : exalter les victoires de plus en plus éclatantes des peuples indochinois comme preuve marquante de l'excellente situation de la révolution mondiale jamais connue jusqu'aux, comme grand encouragement pour le prolétariat de notre pays, comme soutien énergique aux peuples révolutionnaires de tous les pays.

Participant aux initiatives justes du comité de soutien, ils développeront principalement une propagande politique autonome et ouverte dans la classe ouvrière et à la manif, montrant que le cas Sadok n'était pas une simple injustice, ni un cas particulier, mais le produit du système d'exploitation coloniale et impérialiste de notre bourgeoisie.

Or, plus la manif avance, plus nos mots d'ordre sont forts. Les trois kystes sont alors obligés de se montrer sous leur vrai jour, celui de parasite des révisionnistes. Comme eux, ils utilisent contre nous leur service d'ordre pour nous isoler et empêcher le reste de la manif de reprendre nos mots d'ordre.

Le 15 mai, les communistes marxistes-léninistes de Front Rouge ont participé à une manifestation unitaire de solidarité aux peuples indochinois. C'est sans faire aucune compromission avec les organisations social-démocrates (PSU, CFDT) et trotskystes (Ligue) que nous avons mobilisé, mais sur la base de notre soutien aux luttes de libération nationale : exalter les victoires de plus en plus éclatantes des peuples indochinois comme preuve marquante de l'excellente situation de la révolution mondiale jamais connue jusqu'aux, comme grand encouragement pour le prolétariat de notre pays, comme soutien énergique aux peuples révolutionnaires de tous les pays.

Participant aux initiatives justes du comité de soutien, ils développeront principalement une propagande politique autonome et ouverte dans la classe ouvrière et à la manif, montrant que le cas Sadok n'était pas une simple injustice, ni un cas particulier, mais le produit du système d'exploitation coloniale et impérialiste de notre bourgeoisie.

LA GUERRE SPECIALE : 1961-64

Mise en route par Kennedy et Johnson elle vise à liquider le mouvement patriotique au Sud-Vietnam en 18 mois. Le plan Staley-Taylor prévoit : - le regroupement des populations rurales dans 16 000 camps de concentration ("hameaux stratégiques") - l'encadrement de l'armée fantoche de Saïgon par les conseillers militaires US. La résistance populaire, à la fois politique et militaire, met en échec la "guerre spéciale", provoque la liquidation de Dien Bien sur les USA, détruit les hameaux stratégiques et libère 4/5 du territoire sud-vietnamien (zones libérées). Washington a beau recourir à la guerre aérienne contre le Nord-Vietnam dès août 63, c'est un nouvel échec.

LA GUERRE "LOCALE" OU "GUERRE LIMITEE" : 1965-68

Devant l'échec de la "guerre spéciale", l'impérialisme US change une nouvelle fois de tactique et recourt à l'escalade. Il envoie au Sud-Vietnam un important corps expéditionnaire américain augmenté de troupes satellites (Thaïlandais, Coréens du Sud etc...). De 200 000 hommes en 1965, ce corps expéditionnaire passera à 500 000 hommes en 67 auxquels il faut ajouter 62 000 hommes de Saïgon (très souvent recrutés de force) et 65 000 hommes de troupes satellites. Ils renforcent l'intervention de l'aviation et de la marine.

Le 15 mai, les communistes marxistes-léninistes de Front Rouge ont participé à une manifestation unitaire de solidarité aux peuples indochinois. C'est sans faire aucune compromission avec les organisations social-démocrates (PSU, CFDT) et trotskystes (Ligue) que nous avons mobilisé, mais sur la base de notre soutien aux luttes de libération nationale : exalter les victoires de plus en plus éclatantes des peuples indochinois comme preuve marquante de l'excellente situation de la révolution mondiale jamais connue jusqu'aux, comme grand encouragement pour le prolétariat de notre pays, comme soutien énergique aux peuples révolutionnaires de tous les pays.

Le 15 mai, les communistes marxistes-léninistes de Front Rouge ont participé à une manifestation unitaire de solidarité aux peuples indochinois. C'est sans faire aucune compromission avec les organisations social-démocrates (PSU, CFDT) et trotskystes (Ligue) que nous avons mobilisé, mais sur la base de notre soutien aux luttes de libération nationale : exalter les victoires de plus en plus éclatantes des peuples indochinois comme preuve marquante de l'excellente situation de la révolution mondiale jamais connue jusqu'aux, comme grand encouragement pour le prolétariat de notre pays, comme soutien énergique aux peuples révolutionnaires de tous les pays.

Le 15 mai, les communistes marxistes-léninistes de Front Rouge ont participé à une manifestation unitaire de solidarité aux peuples indochinois. C'est sans faire aucune compromission avec les organisations social-démocrates (PSU, CFDT) et trotskystes (Ligue) que nous avons mobilisé, mais sur la base de notre soutien aux luttes de libération nationale : exalter les victoires de plus en plus éclatantes des peuples indochinois comme preuve marquante de l'excellente situation de la révolution mondiale jamais connue jusqu'aux, comme grand encouragement pour le prolétariat de notre pays, comme soutien énergique aux peuples révolutionnaires de tous les pays.

Le 15 mai, les communistes marxistes-léninistes de Front Rouge ont participé à une manifestation unitaire de solidarité aux peuples indochinois. C'est sans faire aucune compromission avec les organisations social-démocrates (PSU, CFDT) et trotskystes (Ligue) que nous avons mobilisé, mais sur la base de notre soutien aux luttes de libération nationale : exalter les victoires de plus en plus éclatantes des peuples indochinois comme preuve marquante de l'excellente situation de la révolution mondiale jamais connue jusqu'aux, comme grand encouragement pour le prolétariat de notre pays, comme soutien énergique aux peuples révolutionnaires de tous les pays.

Le 15 mai, les communistes marxistes-léninistes de Front Rouge ont participé à une manifestation unitaire de solidarité aux peuples indochinois. C'est sans faire aucune compromission avec les organisations social-démocrates (PSU, CFDT) et trotskystes (Ligue) que nous avons mobilisé, mais sur la base de notre soutien aux luttes de libération nationale : exalter les victoires de plus en plus éclatantes des peuples indochinois comme preuve marquante de l'excellente situation de la révolution mondiale jamais connue jusqu'aux, comme grand encouragement pour le prolétariat de notre pays, comme soutien énergique aux peuples révolutionnaires de tous les pays.

vietnam suite de la page 3

pays, jusque dans les villes, dernier refuge US-fantoches. Le Front se renforce avec la création de l'Alliance des Forces Nationales à Hué et l'Alliance des Forces Nationales et de Paix à Saïgon. A partir de l'offensive du Têt, la décision appartient sans retour aux Forces Populaires. Le gouvernement US est obligé de cesser le bombardement sur le Nord-Vietnam, d'accepter la négociation (conférence de Paris).

LA VIETNAMISATION (1968-72)

En janvier 69, la conférence de Paris s'ouvre. Dans les faits, Nixon cherche toujours une victoire militaire et politique au Vietnam ; les négociations de Paris ne sont qu'un alibi. Devant l'échec militaire sur le terrain, la logique de l'impérialisme c'est l'extension de la guerre : intervention militaire au Cambodge (mars 70), accentuation de l'agression au Laos. Cependant, les échecs répétés et le développement des luttes aux USA

même, vont pousser les impérialistes US à tenter de camoufler l'extension du conflit en appliquant la politique "faire combattre les vietnamiens contre les vietnamiens", en amorçant le retrait de leurs troupes terrestres tout en augmentant leur soutien matériel aux fantoches. De plus, la réduction des forces US n'est qu'un leurre puisque dans le même temps Nixon renforce les troupes US autour du Vietnam notamment en Thaïlande. La "vietnamisation" devait aussi permettre de montrer la représentativité et la solidité du régime Thieu. Dès 1969 le FNL y répond en créant "le Gouvernement Révolutionnaire Provisoire" (GRP) au Sud. L'offensive déchaînée le 30 mars 1972 par les Forces Populaires a balayé la "vietnamisation". Le blocus des ports et les bombardements intensifs du Nord-Vietnam n'ont pas plus de chances de succès que toutes les tentatives précédentes.

**A
Moscou**

Nixon est à Moscou. Il y a quelques mois, le même Nixon discutait à Pékin avec Chou-en Lai. Rappelons-nous ce que titrait à l'époque la presse soviétique : "La politique chauvine de grande puissance de la Chine"... Ce qui est sorti des discussions ne trahit en rien les intérêts des peuples du monde : c'est un recul important de Nixon sur des questions ne concernant que Pékin et Washington, comme Taiwan (Nixon a reconnu l'appartenance de Taiwan à la Chine). Quant aux autres problèmes, comme celui du Vietnam, le communiqué final n'a fait que citer séparément les positions, inconciliables des 2 parties, sans aucune concession de la part des communistes chinois.

Le voyage de Nixon à Moscou est de nature complètement différente. De l'aveu même des dirigeants soviétiques, il s'agit de discuter de "problèmes planétaires". Les "problèmes planétaires", ce sont ceux des peuples du monde, et voilà les 2 superpuissances décidées à en discuter, et à essayer de les régler par dessus la tête des principaux intéressés.

Nixon et Brejnev prétendent régler les affaires du monde

UNE ALLIANCE CONTRE REVOLUTIONNAIRE

C'est d'autant plus criminel que l'on sait par expérience sur quoi soviétiques et américains sont capables de s'entendre. 1959, Khrouchtchev et Eisenhower inaugurent "l'esprit de Camp David", le règlement de tous les problèmes mondiaux par la voie pacifique et la négociation : un an après, l'impérialisme US s'engage à fond dans l'agression contre le Vietnam et l'URSS laisse faire. 1967, Kossyguine et Johnson relancent à Glassboro la coexistence à leur manière : un an après, les chars soviétiques envahissent la Tchécoslovaquie et les USA laissent faire. La paix que complotent entre elles les superpuissances impérialistes n'est pas celle à laquelle aspirent les peuples. C'est ainsi que depuis 1969, URSS et USA poursuivent les négociations SALT sur la limitation des armes stratégiques ; il en est sorti un traité sur la limitation des armes nucléaires. Ce traité empêche-t-il les USA au Vietnam de jouer sur le chantage à la bombe atomique ? Les récents événements prouvent que non. Ce traité n'a que l'avantage de limiter, entre les 2 grands, une course aux armements qui leur coûtait cher... et surtout de préserver leur monopole atomique. Voilà le genre de paix que préparent les 2 puissances impérialistes, une paix dirigée contre les pays qui veulent conquérir leur indépendance, et, en ce qui concerne le SALT, plus particulièrement dirigée contre la Chine Rouge.

C'est du reste contre la Chine Rouge que l'entente des 2 puissances impérialistes est la plus solide. Il y a 3 mois, les dirigeants du Kremlin accusaient la Chine Rouge, recevant Nixon à Pékin, de "manœuvres anti-soviétiques". A notre connaissance, la Chine n'a jamais entouré l'U.R.S.S. d'un réseau de bases d'agression militaires. Par contre, c'est bien l'URSS qui a un millier de soldats à la frontière chinoise et qui entretient l'armée indienne. C'est bien l'URSS, en collaboration avec les USA, qui fournit les armes que le fasciste Suharto utilise pour massacrer par centaines de milliers les communistes indonésiens, et que le fantoche cambodgien Lon Nol retourne contre le FUNK. Si on ajoute à ça les bases américaines au Japon, aux Philippines, à Taiwan et en Indochine, comment appeler ça sinon un réseau soviéto-américain d'encerclement de la Chine Rouge. Voilà ce qu'est l'amitié de l'impérialisme US et du social-impérialisme soviétique, une entente impérialiste, contre-révolutionnaire, à l'échelle mondiale, dirigée contre les peuples du monde et les pays socialistes.

UNE LUTTE POUR LE PARTAGE DU MONDE

Et pourtant l'entente soviéto-US n'est pas parfaite, ils s'opposent aussi. S'agit-il alors, comme le prétendent les révisionnistes soviétiques et français, d'un sursaut d'internationalisme prolétarien, de la défense de l'indépendance de petits pays face à la rapacité de l'impérialisme US ? Au Moyen-Orient, les 2 grands sont face à face, chacun a ses alliés, sa zone d'influence, et, dans la Méditerranée voisine, c'est à celui qui alignera la plus grosse flotte de guerre... L'URSS équipe entièrement l'armée égyptienne et n'hésite pas à fournir quelques armes aux combattants palestiniens. Est-ce une reconnaissance des droits du peuple palestinien à l'indépendance ? Non, car en même temps, l'URSS approuve avec les USA la résolution de l'ONU qui légitime le vol de la Palestine par Israël. Est-ce un soutien à la lutte du peuple palestinien ? Non car l'URSS ne fournit à l'armée égyptienne qu'un armement défensif et qui lui permet de maintenir cette armée sous sa domination. Non, car en même temps, Hussein, le bourreau d'Amman, de retour de Washington s'appête à aller à Moscou. Non, car Brejnev se partage avec les U.S.A. le renforcement de l'armée israélienne ; les USA fournissent l'armement, et l'URSS des hommes, les 13 000 soviétiques immigrés en Israël en 1971 et les 60 000 prévus pour 72. En réalité, quand le social-impérialisme soviétique s'oppose à l'impérialisme US, ce n'est nullement dans l'intérêt des peuples, mais pour défendre ses propres intérêts de grande puissance. Pour défendre ses intérêts économiques en Egypte, en Syrie et dans les autres pays arabes, mais aussi pour sauver sa façade, son masque "social", sans lequel l'U.R.S.S. serait complètement déconsidéré.

Il n'est du reste pas sans intérêt de rappeler que la dernière rencontre au sommet Kossyguine-Johnson à Glassboro aux U.S.A. en juin 67, coïncidait avec la guerre des 6 jours, et que quelques mois après, l'ONU votait sa fameuse résolution de 67, coup de poignard dans le dos du peuple palestinien. Il serait étonnant que Johnson et Kossyguine n'en aient pas parlé à Glassboro. Malheureusement pour Nixon et Brejnev, quelle que soit leur volonté de s'entendre pour piller le monde, Moscou ne sera pas un nouveau Glassboro. Les peuples du monde sauront s'y opposer, le peuple vietnamien saura balayer toute tentative de dévoyer, vers une paix de compromis, sa lutte pour la victoire totale.

souscription

Caen	330	Besançon	50
Besançon	50	Longwy	25
Boulogne s/Mer	70	Lyon	100
Villefranche s/Saône	100	Oyonnax	90
Caen	60	Caen	602,50
Lyon	1000	Lyon	219
Strasbourg	50	Besançon	130
Rennes	10	Lyon	1260
Sochaux	100	Total	4246,50



La paix de Brejnev et Nixon : l'occupation de la Tchécoslovaquie par les troupes soviétiques en 68

restauration du capitalisme en URSS :

DEVELOPPEMENT DE L'EXPLOITATION DU PROLETARIAT SOVIETIQUE

Les transformations de l'économie soviétique, imposées ces dernières années par Brejnev et Kossyguine, ont été saluées comme une "imitation" du capitalisme, dès 1966 par le "Wall Street Journal", journal de Washington exprimant l'opinion de la haute finance des Etats Unis. En 1968, un autre journal de l'industrie et des services d'usage public soviétiques se développent d'après le système du profit", ce qui "marque que le système communiste en vigueur en U.R.S.S. depuis près de 50 ans commence à prendre fin." Un tel éloge de la part du capitalisme américain est facilement compréhensible, puisqu'aujourd'hui ses méthodes sont reprises facilement par les dirigeants soviétiques et par les dirigeants des pays de l'Europe de l'Est sous domination de l'U.R.S.S. C'est ainsi que depuis début 72 les futurs spécialistes de l'économie bourgeoise sont formés à l'université Karl Marx de Budapest, avec l'aide de professeurs de la "Business School", l'école des affaires du capital de l'université de New-York.

La nouvelle bourgeoisie qui s'est emparée du pouvoir politique en Union Soviétique, a liquidé complètement l'économie socialiste et rétabli le capitalisme.

POUR LES REVISIONNISTES LA PRODUCTION N'A QU'UN BUT : LE PROFIT

Dès 1962, l'économiste bourgeois Libermann avait exposé dans la Pravda (journal du P.C.C.U.S.) les bases pour "un nouveau système économique". Ce nouveau système expérimenté sous Krouchtchev a commencé à être mis

en application début 66 par la clique Brejnev-Kossyguine et généralisé en 68-69. Ces années là marquent le retour à l'exploitation de l'homme par l'homme dans tous les domaines d'activité de l'U.R.S.S.

Dans un pays socialiste comme la Chine aujourd'hui, ou l'U.R.S.S. hier sous la direction de Lénine et Staline, le but de la production est de satisfaire de mieux en mieux les besoins des masses populaires, d'apporter le soutien le plus large possible aux peuples en lutte contre l'impérialisme et qui essayent d'édifier un pays indépendant et libre.

A l'opposé le C.C. du P.C.C.U.S. a proclamé clairement dans ses directives de 1965 que le but de la production en U.R.S.S., c'est le profit. Quelle différence avec les autres pays capitalistes ? Les nouveaux bourgeois soviétiques proclament qu'il s'agit d'être efficace, et que ce qui permet de juger si une entreprise est valable ou non, ce sont uniquement les bénéfices qu'elle fait.

Pour Kossyguine, la recherche du bénéfice, c'est "le meilleur moyen de permettre aux entreprises d'élever leur rendement". Le C.C. du P.C.C.U.S. a spécifié que l'état ne s'intéresse qu'au montant des bénéfices réalisés par les entreprises et versés à l'état, et ne s'inquiète ni de la nature ni de la qualité des produits. Ainsi l'état contrôlé par les révisionnistes donne une grande indépendance à chaque entreprise (usine, kolkhoze) et a pour souci d'empocher une part des bénéfices réalisés. Cette indépendance c'est la liquidation du plan national destiné à satisfaire les besoins des masses populaires. Les dirigeants soviétiques disent qu'ils veulent en finir avec le

système "bureaucratique" (c'est-à-dire le plan socialiste) tel qu'il existait sous Lénine et Staline. Ils veulent soi-disant laisser l'initiative aux entreprises "à la base", et ainsi l'économie marchera mieux.

Quelle est la réalité ? Et d'abord qui dirige aujourd'hui les entreprises soviétiques ?

DANS LES USINES ET LES COOPERATIVES SOVIETIQUES LES TRAVAILLEURS N'ONT AUCUN POUVOIR

C'est aux directeurs, ingénieurs et autres spécialistes que "le nouveau système" économique donne les pleins pouvoirs pour résoudre toutes les questions concernant "leur" entreprise, pourvu qu'ils remettent une part des bénéfices à l'état. D'après les nouveaux règlements officiels, les gérants de haut rang d'une entreprise peuvent "agir au nom de l'entreprise sans autorisation" ; ils peuvent, comme ils l'entendent, faire n'importe quel usage des moyens de production et des fonds de roulement de l'entreprise. Ils peuvent fixer ou changer, comme bon leur semble, les salaires et les primes pour les ouvriers et les employés. Ils peuvent à leur gré recruter ou licencier, ou sanctionner les ouvriers, et décider de l'organisation du travail et des effectifs du personnel. Selon les directives du C.C. du P.C.C.U.S. dans les usines, le nouveau système est un système de direction basé sur la gestion "par un homme seul". Les réformes imposées par les révisionnistes engendrent la paupérisation du prolétariat d'U.R.S.S. : les licenciements, le chômage, les accidents du travail, dont nous parlons dans cet article, l'écart croissant entre le salaire d'une minori-

té de privilégiés et le salaire de la masse des prolétaires, la hausse continue des prix, la pénurie due à l'anarchie et à la libre concurrence, l'oppression et la repression sanglante, dont nous parlerons dans le prochain numéro de Front Rouge.

LICENCIEMENTS ET CHOMAGE POUR LES TRAVAILLEURS SOVIETIQUES

Guidés par la chasse aux bénéfices, tout comme dans une entreprise capitaliste, les dirigeants d'entreprises soviétiques procèdent souvent à des licenciements en grand nombre sous prétexte "de libérer l'entreprise de surplus de personnel", et les femmes (parce qu'elles sont enceintes ou obligées de s'absenter pour soigner leurs enfants), et les vieux ouvriers (qui ont du mal à tenir les cadences) sont les premiers touchés par les licenciements. Les exemples abondent : après l'introduction du "nouveau système", les directeurs de 5 firmes d'automobile de Moscou et de Léninegrad licencièrent 239 personnes en 5 mois pour pouvoir amasser des profits plus exorbitants en versant moins de salaires. Dans cette course aux profits, le directeur de l'usine d'entretien de camions n° 15 de Moscou liquida d'un seul coup 10% des ouvriers. De 67 à 69, le combinat Tchtkéino et l'usine n° 2 Fourmanov, augmentant l'intensité du travail d'une partie des ouvriers, ont chassé les autres, en licenciant plus de 1 800. Selon la revue officielle soviétique "Les Problèmes Economiques", en 1969 le pourcentage de chômeurs parmi les habitants valides était de 6 à 7% à Moscou et à Léninegrad, en moyenne de 20% dans toute l'U.R.S.S.

Le chômage frappe particulièrement certaines régions d'U.R.S.S. dont certaines républiques sont transformées en véritables colonies, ainsi en Asie Centrale et au Kazakhstan, où, sous prétexte de rentabilité la nouvelle bourgeoisie soviétique se refuse à développer l'industrie, préférant la maintenir vers les grands centres déjà installés, notamment en Russie où sont concentrés plus des 2/3 de l'industrie.

CAPITAL SOVIETIQUE ASSASSIN

Pour accroître leurs bénéfices, les chefs d'entreprises soviétiques rangent dans les dépenses inutiles tout ce qui a trait à la sécurité des travailleurs. Ainsi, les dirigeants du charbonnage "Komsolmol" relevant de la Compagnie des Houillères "Lénine" ont enfreint délibérément les règlements sur la sécurité du travail pour gagner des primes. Depuis avril 67, pour augmenter le rendement, on a abandonné dans cette mine la pulvérisation d'eau dans les fronts de taille avant l'abattage, mesure destinée à réduire la quantité de poussière. Il en résulte que les mineurs travaillent dans une atmosphère chargée de poussière au-delà de la limite autorisée, pendant de longues journées. Quant aux contrôleurs pour l'aération qui devraient normalement intervenir, ils ferment les yeux car une production dépassant le plan leur rapporte à eux aussi des primes importantes. En mars 72 plus de 20 ouvriers ont été tués dans un accident du travail à l'usine des postes de radio de Minsk. Selon l'agence Tass elle-même, l'accident est dû à un manque de mesures de sécurité.

Imprimerie P. Guilloux, 92, rue de la Vilette, Lyon - Dépôt légal n° 287, 2e trimestre 1972 - Directeur de la publication : Camille Rey - Distribué par NMPP - Commission paritaire 51 165